L'annuaire du Collège de France
Cours et travaux

109 | 2010
Annuaire du Collège de France 2008-2009

Savoirs contre pauvreté

Esther Duflo

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/annuaire-cdf/381
DOI : 10.4000/annuaire-cdf.381
ISBN : 978-2-7226-0138-3
ISSN : 2109-9227

Éditeur
Collège de France

Édition imprimée
Date de publication : 1 mars 2010
Pagination : 945-963
ISBN : 978-2-7226-0083-6
ISSN : 0069-5580

Référence électronique
Esther Duflo, « Savoirs contre pauvreté », *L'annuaire du Collège de France* [En ligne], 109 | 2010, mis en ligne le , consulté le 22 août 2022. URL : http://journals.openedition.org/annuaire-cdf/381 ; DOI : https://doi.org/10.4000/annuaire-cdf.381

Tous droits réservés

Savoirs contre pauvreté

M^me^ Esther Duflo, professeure associée

Leçon inaugurale : « Expérience, science et lutte contre la pauvreté »
Jeudi 8 janvier 2009

Aujourd'hui, certains experts soutiennent que l'aide au développement peut faire disparaître la pauvreté, tandis que d'autres, plus sceptiques, répondent que l'aide apportée de l'extérieur par les pays occidentaux est vaine, car seule l'économie de marché peut éliminer la pauvreté. Des positions antagonistes aussi marquées font surtout ressentir le besoin d'un discours scientifique, qui propose des solutions fortes s'appuyant sur des évaluations rigoureuses.

Il est intéressant de noter que l'optimisme des uns comme le scepticisme des autres sont basés sur des conclusions tirées d'une même méthode : la comparaison de trajectoires de différents pays. Cette méthode est séduisante, car elle utilise le plus souvent des données déjà existantes. Toutefois elle rend très difficile la mise en évidence de rapports causaux : quel rapport de cause à effet se cache par exemple derrière la corrélation entre paludisme et pauvreté ? Le paludisme est peut-être l'une des causes principales de la pauvreté. Mais il est également possible que paludisme et pauvreté soient tous deux la conséquence d'institutions déficientes.

Les sciences sociales doivent-elles alors renoncer à jouer un rôle dans la lutte contre la pauvreté ? Non, il faut simplement leur fixer des objectifs plus modestes : plutôt que de se focaliser sur les recettes de la croissance, elles peuvent guider l'expérimentation dans des domaines tels que la santé ou l'éducation, terrains privilégiés de la lutte contre la pauvreté, en participant à l'élaboration de nouvelles solutions, et en les évaluant scientifiquement.

Cette conception des sciences sociales, et plus particulièrement de l'économie, n'est pas partagée par tous. Une tradition purement positiviste, portée notamment par l'école de Chicago, voit les agents économiques comme des joueurs de billard et l'économiste comme un physicien, qui doit avoir pour seul but de comprendre les lois

physiques de ce jeu, en regardant les billes, et sans interférer dans le déroulement du jeu. Cette vision, défendue en économie du développement par Theodore Schultz, postule que les agents économiques agissent naturellement de façon optimale.

On peut lui opposer une autre conception, selon laquelle, dans certains domaines, l'économiste peut apporter ses connaissances pour proposer de nouvelles solutions. L'exemple du microcrédit montre en effet que l'innovation économique est possible : alors que l'on avait conclu de l'échec des grands programmes de crédits subventionnés mis en place en Inde que prêter aux pauvres était impossible, Mohammad Yunus imagina une institution nouvelle, s'appuyant sur le capital social, des incitations dynamiques et des réunions régulières, qui rendit de tels prêts possibles.

Les erreurs de diagnostic des économistes, des organisations internationales et des gouvernements sont fréquentes. Elles ne sauraient justifier l'inactivité, mais rendent au contraire les évaluations rigoureuses nécessaires. Celles-ci permettent de tirer des leçons des expériences passées. Or force est de constater qu'aujourd'hui encore la grande majorité des interventions ne sont pas évaluées, soit que leurs promoteurs craignent la révélation d'effets nuls ou moins importants que ce qu'ils escomptaient, soit que la mise en œuvre d'évaluations rigoureuses soit perçue comme trop difficile. Il est malheureusement impossible de confier l'évaluation des programmes à la seule sanction des consommateurs, les politiques sociales étant mises en place lorsque le marché fait défaut. Dans cette situation, la population ciblée a recours au service proposé, quelle qu'en soit la qualité.

Dans une évaluation, il est utile de distinguer ce qui relève du processus – l'argent a-t-il été dépensé selon le plan initial ? – de ce qui relève de l'impact – le programme a-t-il produit les résultats escomptés ? L'évaluation d'impact permet de comparer la situation dans laquelle se trouvent les bénéficiaires d'un programme à celle dans laquelle ils se trouveraient s'ils n'y avaient pas été exposés. Cette seconde situation n'est pas observée, c'est un contrefactuel construit en constituant un groupe témoin adéquat. Il est très fréquent que les comparaisons auxquelles on pense dans un premier temps ne soient pas satisfaisantes. Dans le cas d'une politique de soutien scolaire, par exemple, la comparaison des résultats obtenus par les bons et les mauvais élèves reflètent les différences initiales entre ces deux groupes ainsi que l'effet de l'intervention, qu'il est alors impossible d'isoler.

Pour identifier l'effet d'un programme donné, l'économétrie traditionnelle utilise des techniques statistiques permettant de contrôler toutes les variables observées qui indiquent une différence entre le groupe bénéficiant de l'intervention et le groupe de contrôle. Malheureusement, certaines différences sont parfois inobservées et inobservables. On peut dans ce cas avoir recours aux « expériences naturelles », qui exploitent des situations où le hasard rend les deux groupes comparables. Malheureusement, il arrive que de telles évaluations reposent sur des hypothèses parfois discutables, qui rendent les résultats facilement contestables. De plus, les expériences naturelles font souvent défaut.

Le chercheur peut se substituer à la nature pour choisir aléatoirement, avant le début du programme, un groupe de bénéficiaires potentiels parmi un ensemble plus large de participants. Les évaluations aléatoires sont particulièrement utiles pour évaluer des programmes pilotes ou en phase d'expansion. Elles garantissent une stricte symétrie entre le groupe test et le groupe témoin ce qui permet de déterminer l'impact du programme en comparant les résultats obtenus par l'un et l'autre groupe.

Les évaluations aléatoires, encore presque inconnues il y a dix ans, sont aujourd'hui beaucoup plus courantes. Initialement, on y avait recours pour identifier les programmes les plus efficaces. Elles sont aujourd'hui également utilisées à des fins plus ambitieuses, notamment pour tester la validité d'une théorie. Comprendre mieux et plus en profondeur les effets des programmes évalués permet d'orienter les expérimentations suivantes, visant à améliorer des interventions antérieures ou à les étendre à de nouveaux contextes. Par exemple, une expérimentation a révélé que la distribution gratuite de moustiquaires était une solution plus efficace que leur commercialisation et a ainsi invalidé l'argument selon lequel exiger une contribution financière augmenterait l'utilisation du bien vendu, car elle le rendrait plus précieux. Le chercheur qui avait réalisé cette étude élabora de nouveaux projets qui reprenaient la même idée mais dans des configurations et des pays différents : les tests confirmèrent les premiers résultats.

La méthodologie des évaluations aléatoires peut être transposée dans le cadre du laboratoire. Cependant, les conditions de laboratoire ne sont pas représentatives du monde réel et les résultats de telles expériences peuvent donc facilement être critiqués. Ce n'est pas le cas des expériences de terrain, qui, par leur lisibilité, et parce qu'elles sont grandeur nature, ont un pouvoir subversif que n'ont ni les évaluations rétrospectives ni les expériences de laboratoire. Cela en fait un outil privilégié pour faire avancer la science et la lutte contre la pauvreté.

En effet, les expériences aléatoires dans des domaines tels que l'éducation, la santé, l'accès aux instruments financiers et la bonne gouvernance ne sont pas des parenthèses coûteuses en temps qui détournent de la lutte contre la pauvreté. Une santé fragile, par exemple, est en elle-même un visage de la pauvreté, entendue en un sens large. De plus, elle empêche l'individu de profiter pleinement de toute amélioration du climat économique et a donc un effet direct sur la pauvreté, au sens financier. Ainsi, évaluer des interventions spécifiques dans ces différents domaines, et mettre en évidence de nouvelles solutions, constitue une étape essentielle sur le chemin de la prospérité pour le plus grand nombre. Mettre en place des programmes efficaces est aussi un impératif politique, qui répond à une demande explicite de la population, comme l'a montré par exemple la défaite du BJP en Inde, qui a ainsi sanctionné le disfonctionnement des services sociaux de base, en dépit de la bonne croissance économique. Enfin, les estimations microéconomiques sont peut-être la clé d'une meilleure modélisation des phénomènes macroéconomiques, qui permettront une compréhension plus fine des recettes de la croissance et permettront d'améliorer les politiques menées dans ce domaine.

Pratiquer l'économie de cette façon, c'est la pratiquer comme une vraie science humaine : rigoureuse et impartiale, consciente de la complexité de son sujet, humble et prête à reconnaître ses erreurs, mais aussi généreuse et engagée.

Cours : Pauvreté et développement dans le monde

L'éducation

Lundi 12 janvier 2009

Traditionnellement, convaincre les parents d'inscrire leurs enfants à l'école et de les y maintenir est perçu comme le principal défi des politiques éducatives des pays en développement. Selon cette approche, les coûts directs (frais d'inscription, uniforme, etc.) et indirects de l'éducation (comme le coût d'opportunité d'aller en classe plutôt que de travailler) sont l'obstacle majeur à un taux de scolarisation accru. Ainsi, les Objectifs du Millénaire pour le Développement prévoient d'assurer l'éducation primaire pour tous d'ici 2015, et les politiques effectivement mises en place dans de nombreux pays visent à diminuer les coûts de l'éducation : plusieurs pays africains ont instauré la gratuité de l'école primaire, tandis que PROGRESA, programme mexicain de transferts sociaux conditionnels a été reproduit dans de nombreux pays. Au cours des dix dernières années, ces programmes ont effectivement permis d'augmenter significativement le taux d'inscription et de réduire le nombre d'abandons, comme l'ont montré plusieurs expériences aléatoires, par exemple l'évaluation d'un programme de distribution gratuite d'uniformes au Kenya.

Cette approche classique a néanmoins des limites : elle ne garantit ni la présence à l'école des enfants inscrits, ni la qualité de l'enseignement reçu. L'absentéisme des enfants est très importante en moyenne, et s'élève parfois à plus de 50 % : se concentrer sur la réduction des frais d'inscription empêche sans doute de pleinement prendre en compte d'autres obstacles importants à la présence des élèves, obstacles qui appellent des solutions complémentaires.

L'information donnée sur les rendements de l'éducation et la promotion d'une éducation de qualité augmentent ainsi les bénéfices réels et perçus de l'instruction, tandis que des programmes de déparasitage ou de distribution de compléments en fer améliorent l'état de santé des enfants. L'efficacité de ces programmes visiblement très différents peut être comparée, grâce à des analyses coût-bénéfice, qui rapportent le coût de chaque intervention au nombre d'années supplémentaires d'école induites. Cette comparaison révèle qu'augmenter la scolarité d'un an par enfant coûte beaucoup plus cher si l'on met en œuvre des programmes inspirés de l'approche traditionnelle à la place de programmes de santé scolaire et d'information sur les rendements de l'éducation.

Les interventions qui ont réduit l'absentéisme des enfants n'ont pas toujours permis d'améliorer les résultats scolaires : aller à l'école ne suffit pas pour être instruit. Une enquête a montré qu'en Inde, plus de la moitié des enfants inscrits

à l'école sont incapables de lire un texte d'un paragraphe et qu'en moyenne leurs parents surestiment ce qu'ils apprennent à l'école. Il est probable qu'il sera encore plus difficile de convaincre les parents d'y envoyer régulièrement leurs enfants lorsqu'ils en prendront conscience. Pour améliorer la qualité de l'enseignement, une solution intuitive consiste à augmenter les ressources disponibles (en termes de manuels ou de taille des classes par exemple), mais plusieurs expériences aléatoires ont montré l'échec de telles interventions.

Cet échec s'explique d'abord par l'inadaptation des programmes scolaires : ceux-ci sont encore souvent hérités de l'époque coloniale, où l'école servait à former une élite locale. Ainsi, au Kenya, la distribution de livres rédigés en anglais, troisième langue des élèves, n'a profité qu'aux élèves dont le niveau était initialement le plus élevé, alors que des programmes de soutien scolaire et d'apprentissage de la lecture mis en place en Inde se sont révélés extrêmement efficaces. Une expérience réalisée plus tard au Kenya a démontré que le succès de tels programmes est dû à la fois à la pédagogie, mieux adaptée aux besoins des élèves, et à la motivation des enseignants ou bénévoles participants.

Ainsi, en plus du décalage entre programmes et niveau des élèves, le manque de motivation des enseignants, qui s'exprime dans un absentéisme généralisé, explique en grande partie la faiblesse des bénéfices reçus de l'éducation et l'échec des interventions ciblant l'augmentation des moyens disponibles en classe. Ce constat a suscité de nouvelles interventions. L'attribution aux enseignants de primes conditionnées aux résultats des élèves a donné lieu à de réels progrès dans certains pays, mais des études réalisées aux États-Unis ont montré que de telles primes entraînent des manipulations des examens. Ce problème ne touche pas les primes conditionnées à la présence des enseignants du Rajasthan qui ont durablement diminué leur absentéisme, ce qui s'est traduit par une nette amélioration des résultats scolaires de leurs élèves.

De tels programmes sont efficaces, mais difficiles à étendre à grande échelle car ils nécessitent un contrôle systématique de la présence en classe et seraient probablement minés par la résistance des enseignants. Une réponse possible consiste à confier la supervision des instituteurs aux parents, qui disposent à moindre coût de l'information nécessaire et sont les premiers bénéficiaires d'une diminution de l'absentéisme. Une intervention visant à redonner vie au système indien de conseils d'écoles, qui permet le contrôle des parents sur les finances des écoles, n'a cependant eu aucun impact sur l'engagement des parents ou sur la qualité de l'enseignement dispensé dans les écoles, tandis que des interventions similaires étaient couronnées de succès dans d'autres pays.

Une autre réforme possible consisterait à privatiser le système éducatif. La distribution de bons permettant de s'inscrire gratuitement dans une école privée a amélioré les résultats des bénéficiaires et augmenté la proportion d'élèves terminant leurs études secondaires. Cependant, ce résultat d'équilibre partiel ne permet pas de déterminer les effets qu'aurait un système plus généralisé. Par ailleurs, dans les

pays qui connaissent déjà une privatisation partielle de fait, un tel système ne modifierait pas nécessairement les choix en matière d'éducation. Dans un tel contexte, c'est en fournissant plus d'informations aux parents sur les réussites scolaires de l'école dans laquelle leur enfant est inscrit que les résultats sont améliorés, car cette intervention durcit la compétition entre les établissements.

On comprend mieux désormais les besoins et les motivations des parents, des enseignants et des enfants. Des incitations fournies aux enseignants et la mise en place de pédagogies mieux adaptées aux besoins des enfants se sont révélées particulièrement efficaces. Il reste qu'en dépit de pistes nouvelles, nous ne connaissons pas encore le mode d'organisation du système scolaire qui répondra aux besoins de chacun de ces trois acteurs. C'est un domaine de recherche fertile, qui relève davantage de l'économie politique que de la politique éducative proprement dite.

La santé

Lundi 19 janvier 2009

Une enquête sur l'état de la santé, le système de soins et les comportements de santé réalisée à Udaipur, en Inde, à la demande d'une ONG souhaitant restructurer ses services de santé, a permis d'identifier des questions-clé en matière de santé. L'idée était d'organiser ensuite une concertation avec des médecins, des représentants d'ONG et du gouvernement, afin de décider des meilleures actions à mener sur la base des résultats de l'enquête, puis de tester ces idées dans le cadre de plusieurs évaluations aléatoires.

L'enquête portait sur 1 000 foyers et les établissements de santé privés ou publics qu'ils fréquentent. Un certain nombre de mesures comme l'indice de masse corporelle et une forte occurrence de symptômes tels que la fièvre ou les douleurs abdominales reflètent un état général de santé très faible, dans un contexte où l'apport en calories et l'état nutritionnel des enfants se dégradent alors même que les revenus sont en hausse. Une part importante du budget des ménages est pourtant consacrée à la santé, même chez les plus pauvres. Les ménages sur lesquels portait l'enquête ont principalement recours au secteur privé, totalement dérégulé et d'une qualité médiocre : une grande partie des « médecins » privés n'ont en réalité aucune qualification médicale. Les soins prescrits, le plus souvent sans examens médicaux, sont essentiellement curatifs, tandis que les soins préventifs tels que la vaccination sont très peu développés. Le secteur public est pourtant en théorie le système idéal : il propose un maillage de centres de santé dense et hiérarchisé. Dans les centres locaux, une infirmière dispense les soins préventifs et oriente les patients, qui bénéficient d'une gratuité des traitements. En pratique, ces centres sont dans un état lamentable et sont caractérisés par un absentéisme très important ; les traitements dispensés comportent moins d'antibiotiques mais pas plus d'examens médicaux que dans le privé et les infirmières sont découragées par le nombre élevé de tâches qu'elles doivent effectuer. Les établissements dans

lesquels les infirmières sont le plus souvent absentes sont moins fréquentés par les patients, soit que les patients soient découragés par le taux d'absentéisme élevé, soit que les infirmières soient démotivées par la faible demande de soins.

À l'échelle nationale, l'État veut améliorer la situation en investissant plus d'argent dans le système. Au niveau local, un contrôle suivi des infirmières, leur imposant d'être présentes dans leur centre au moins un jour par semaine, fut mis en place lors des concertations qui suivirent l'enquête. Cette intervention, efficace dans un premier temps, se solda par un échec : la hiérarchie intermédiaire accepta en effet progressivement les raisons données par les infirmières pour justifier leurs absences, alors même que la hiérarchie la plus haute s'était impliquée dans le projet. Cet échec s'explique peut-être par l'absence de demande des usagers pour un changement véritable du système de santé publique. Il contraste avec le succès d'une intervention similaire, en Ouganda, qui impliqua la collectivité locale dans la définition du plan d'action et dans la supervision du personnel de santé : ce programme diminua l'absentéisme du personnel médical, fut suivi d'une utilisation accrue des centres et entraîna une amélioration des indicateurs de santé.

Si l'évolution des établissements publics n'entraîne pas nécessairement une hausse de leur fréquentation, c'est peut-être que les usagers ne croient pas que le changement va durer ou que la demande sous-jacente pour les soins préventifs prodigués dans les établissements publics est faible, relativement à la demande de soins curatifs. Une intervention améliorant l'offre de médecine préventive a été évaluée pour tester l'importance de cette seconde explication : l'organisation de sessions de vaccination régulières a accru le taux de vaccination, mais peu de mères sont venues pour l'ensemble des injections, de sorte que la très grande majorité des enfants n'ont pas reçu une vaccination complète. D'autres études sur la pratique de l'allaitement ou les traitements contre les parasites intestinaux confirment la faiblesse de la demande de soins préventifs.

Des exemples très divers montrent par ailleurs que l'élasticité de cette demande aux prix est très élevée : un coût, même faible, décourage les usagers d'utiliser des moustiquaires, des désinfectants, ou d'avoir recours au déparasitage. En revanche, la vaccination et le dépistage du sida sont fortement stimulés par des incitations financières ou en nature, même si elles sont très faibles.

La très grande sensibilité aux prix de la demande de médecine préventive est surprenante. Si la demande est déterminée sur la base d'une comparaison entre les coûts et les bénéfices, très élevés, elle devrait être élevée elle aussi. Si la faible demande s'explique par le manque de confiance, de petites variations de prix ne devraient avoir aucun effet. Deux explications ont été proposées pour élucider ce problème. Des préférences temporelles expliquent peut-être pourquoi la vaccination, par exemple, est toujours remise à plus tard, alors que les ménages sont prêts à dépenser des sommes importantes dans le traitement curatif des mêmes maladies. Vacciner son enfant, c'est payer aujourd'hui un coût, que nous ressentons comme très élevé, pour des bénéfices qui ne seront perçus que dans le futur, auquel nous

pensons de façon plus rationnelle. Si cette explication est exacte, elle permet de comprendre l'efficacité de petites incitations, qui compensent le coût subi aujourd'hui. Les « internalités » (de nos actions aujourd'hui sur notre bien-être de demain) s'ajoutent aux externalités (de notre comportement sur le bien-être des autres) pour justifier la mise en place de telles incitations, voire de contraintes. Des coups de pouce incitant les individus à faire des choix qui correspondent à leur point de vue rationnel ou des dispositifs d'engagement (par exemple pour arrêter de fumer) sont d'autres moyens de combattre le phénomène d'incohérence temporelle.

Cependant, le fait de repousser en permanence les soins préventifs, alors que nous sommes parfaitement conscients de leurs bénéfices, s'explique sans doute par le fait que nous sommes non seulement sujets à l'incohérence temporelle, mais aussi très mal informés. La faible demande de soins préventifs et sa forte sensibilité aux prix d'une part, et la forte demande de soins curatifs d'autre part proviennent peut-être d'une sous-estimation des bénéfices des premiers et d'une surestimation des bénéfices des seconds. En effet, dans la mesure où un certain nombre de maladies se soignent d'elles-mêmes, tout traitement, même sans effet, peut paraître efficace. Au contraire, les soins préventifs empêchent la maladie d'apparaître et ne permettent donc pas d'établir facilement un lien direct entre l'acte préventif et le fait de ne pas être malade. Si cette explication est exacte, donner de l'information peut modifier la demande de soins préventifs. Les évaluations aléatoires ont montré l'efficacité résultant de la diffusion d'une information ciblée, et non celle de simples incantations générales : au Kenya, par exemple, l'information donnée sur les taux de contamination par le virus du sida des différents groupes de population a modifié les pratiques sexuelles des adolescentes, alors qu'une campagne d'information au message plus général est restée sans effet. En plus des campagnes d'information ponctuelles, l'éducation est en tant que telle une mesure centrale de politique de santé publique : une évaluation aléatoire a ainsi montré qu'une scolarisation accrue avait donné lieu à une diminution significative du nombre de grossesses à court et moyen termes. Enfin, l'apprentissage peut se faire par l'action et par l'exemple : essayer un comportement de santé peut inciter à le poursuivre et voir les autres se comporter d'une certaine façon, peut encourager à adopter soi-même un nouveau comportement. Ainsi, à la suite d'une distribution de bons de réduction pour l'achat de moustiquaires, les ménages à qui on en a donné une gratuitement ou qui connaissent plusieurs personnes en ayant reçue une gratuitement, ont plus tendance à en acheter une ensuite.

Le marché ne conduit pas naturellement à une situation où la médecine préventive est offerte et demandée. On ne peut s'appuyer ni sur une privatisation complète, ni sur les collectivités pour offrir un service de médecine préventive satisfaisant. Si les citoyens ont une demande forte de soins de qualité, alors le niveau du secteur public s'améliorera. À court terme, les incitations financières sont efficaces pour renforcer les comportements préventifs et il faut accepter de subventionner des soins et des produits de santé indépendamment de la question

de leur durabilité financière. À plus long terme, c'est notamment par des informations ciblées et assises sur la crédibilité de l'État ou répandues par le biais des medias que l'on peut espérer modifier les comportements.

Accès aux instruments financiers

Lundi 26 janvier 2009

Sur le plan théorique, deux facteurs, l'aléa moral et l'anti-sélection, peuvent expliquer que les taux d'intérêt proposés aux pauvres soient élevés et que ceux-ci soient contraints sur le marché du crédit. L'aléa moral est dû à une asymétrie d'information entre le prêteur et l'emprunteur, portant sur l'effort fourni par ce dernier. Pour limiter le risque de non-remboursement, il est parfois nécessaire que la banque exerce un contrôle dont le coût, non proportionnel à la somme prêtée, a un effet multiplicateur : pour couvrir ces frais, la banque doit en effet imposer des taux d'intérêt plus élevés aux plus pauvres, ce qui renforce leur risque de défaut et augmente encore les taux qui leur sont proposés.

L'effet de sélection adverse est dû lui aussi à une asymétrie d'information entre prêteur et emprunteur, portant par exemple sur le coût psychologique que celui-ci subira s'il ne rembourse pas. Les banques qui, faute d'information, ne peuvent exclure les clients qui n'ont aucune intention de rembourser, doivent augmenter les taux d'intérêt proposés à tous pour couvrir leurs pertes futures, ce qui risque d'écarter les clients qui avaient l'intention de rembourser et qui, eux, paieraient les intérêts. Ce mécanisme peut avoir pour conséquence d'exclure complètement les pauvres du marché du crédit.

Quelle est l'importance réelle de ces contraintes ? Les études montrent tout d'abord qu'en moyenne les pauvres empruntent moins que le reste de la population et qu'ils paient des taux d'intérêt plus élevés. Ces taux d'intérêt restent pourtant inférieurs aux profits qu'ils peuvent réaliser, puisqu'ils remboursent avec de faibles taux de défaut. De plus, leur demande de crédit est aussi sensible au taux d'intérêt qu'à des manipulations apparemment anodines de l'offre (telles que l'ajout d'une photo de femme), comme l'a montré une expérience aléatoire réalisée en Afrique du Sud sur des clients d'instituts de crédit à la consommation. Ce résultat s'explique peut-être néanmoins par une mauvaise compréhension des taux d'intérêt réellement payés, encouragée par les présentations souvent peu claires de la part des institutions de micro-finance.

Qu'en est-il alors de l'aléa moral et de l'anti-sélection ? Une étude réalisée avec les mêmes instituts de crédit a permis de séparer les effets de ces deux mécanismes. Elle démontre qu'aux taux actuels, des taux relativement plus élevés n'augmentent pas l'anti-sélection et la tentation de ne pas rembourser. En revanche, des incitations dynamiques données aux clients augmentent les remboursements : il y a bien de l'aléa moral sur le marché du crédit.

La micro-finance a développé plusieurs innovations pour résoudre le problème de l'aléa moral. Dans sa version canonique, le microcrédit est caractérisé d'abord par des prêts accordés presque uniquement à des femmes : celles-ci seraient plus fiables et auraient une rentabilité du capital plus élevée. Ce rendement est en réalité quasiment nul, notamment parce que les femmes travaillent dans des secteurs moins rentables que les hommes : les ménages ne fonctionnent pas de façon parfaite, comme un tout, employant au mieux l'argent disponible.

L'échéancier de remboursement est le plus souvent hebdomadaire pour prévenir les défauts de remboursement. Cependant, certains clients potentiels se disent découragés par ce calendrier, coûteux en temps et parfois inapproprié à leur activité. Une étude a montré que le taux de remboursement n'est pas inférieur lorsque l'échéancier est mensuel.

L'octroi de prêts à des groupes à responsabilité solidaire plutôt qu'à des individus isolés s'inspire en partie des institutions informelles de crédit, telles que les tontines. Ce système a potentiellement un effet de sélection (les femmes n'accepteront de s'associer qu'à d'autres femmes fiables), et permet de profiter du contrôle (gratuit) des membres les uns envers les autres. Cependant, la pression excessive qui en résulte peut décourager certains emprunteurs. Une étude montre que le taux de remboursement ne diminue pas lorsque les prêts sont octroyés à des groupes, mais avec responsabilité individuelle. De fait, beaucoup d'organisations s'orientent actuellement vers cette solution. La structure collective reste néanmoins importante : les réunions régulières créent une solidarité entre les membres du groupe, elles leur permettent d'échanger et d'accumuler du capital social.

Enfin, les institutions de micro-finance proposent au départ des prêts de très faible montant, dont la taille augmente avec le temps. Elles exercent sur leurs clients un contrôle approfondi par l'intermédiaire d'employés peu rémunérés, et dont la rémunération dépend en partie du nombre de clients et du taux de remboursement. Elles appliquent des taux d'intérêt élevés, de 20 % par an ou davantage. Ces derniers principes, assez traditionnels, ont peut-être fait davantage pour le succès du microcrédit (grande quantité de prêts accordés et très faibles taux de défaut), que ses caractéristiques qui ont le plus attiré l'attention.

Il est tentant de conclure de la rentabilité des organisations de microcrédit qu'elles ont un impact positif sur leurs clients : si ceux-ci contractent des prêts, c'est qu'ils en retirent un intérêt. Ce raisonnement comporte deux erreurs. D'une part, beaucoup d'institutions de microcrédit, en particulier celles qui prêtent aux plus pauvres, ne sont en réalité pas rentables et bénéficient de subventions cachées. D'autre part, ce n'est pas parce que les clients continuent à emprunter que cela est nécessairement bon pour eux : le manque d'information, la rationalité limitée et les pressions sociales conduisent certains à tomber dans le surendettement. L'efficacité du microcrédit ne peut donc pas être posée a priori.

La première expérimentation aléatoire en matière de microcrédit a évalué l'impact d'un produit standard sur une population relativement pauvre, aux activités peu capitalisées et peu spécialisées. Cette étude a révélé une pénétration moins importante que ce qu'espérait l'institution de micro-finance. En revanche, les prêts octroyés ont eu un effet important sur la création d'activités. Ils n'ont pas augmenté de façon significative la consommation globale, mais la part allouée aux biens durables a augmenté, tandis que la consommation de « biens de tentation » (alcool ou cigarettes, par exemple) diminuait. Enfin, les prêts n'ont eu aucune répercussion sur les dépenses de santé et d'éducation ou sur le pouvoir décisionnaire des femmes.

Cette expérimentation montre que le crédit semble avoir été utilisé par les clients pour se contraindre à épargner. De façon plus générale, les ménages pauvres utilisent de nombreuses stratégies d'épargne, souvent coûteuses. La difficulté d'accéder à un compte d'épargne est pour eux un premier obstacle : en général, les banques ne sont pas intéressées par la collecte de très petites épargnes, et dans plusieurs pays les institutions de micro-finance ne sont pas autorisées à imposer l'épargne. Lors d'une expérience au Kenya, l'octroi de comptes d'épargne à un échantillon aléatoirement choisi n'a eu aucun effet sur les hommes. Les femmes les ont davantage utilisés, notamment pour accroître leur investissement productif et leurs dépenses privées.

Les « tentations » personnelles sont potentiellement un second obstacle auquel les pauvres qui souhaitent épargner doivent faire face. En effet, pourquoi économiser si l'on sait qu'on dépensera demain son épargne pour acheter des biens auxquels on n'accorde aujourd'hui aucune valeur ? Un modèle théorique montre que ce mécanisme peut créer un piège à pauvreté : il est plus difficile pour un pauvre d'économiser, même avec un accès identique à l'épargne. Une évaluation aléatoire montre ainsi que lorsqu'on rembourse la dette de marchands de fruits, qui empruntent à la journée à des taux très élevés, ceux-ci ont fait en sorte, dans un premier temps, d'éviter de s'endetter à nouveau. Mais cette attitude n'est pas durable. En revanche, lorsqu'ils sont endettés, ils ne font pas l'effort d'épargner pour en sortir. Cette asymétrie illustre le découragement créé par l'incohérence temporelle de nos préférences. L'importance de ce mécanisme est aussi soulignée par le succès de produits d'épargne qui engagent les individus à conserver leurs économies sur un compte bloqué pour une certaine durée ou jusqu'à un certain montant, sans aucun avantage en termes de taux d'intérêt.

Les pauvres affrontent en général des risques considérables : aléas climatiques, variations des prix, santé, etc. Les chocs négatifs sont d'autant plus coûteux qu'on est proche de la survie et ils découragent sans doute les pauvres de réaliser des investissements rentables mais risqués : le risque engendre la pauvreté *ex post* et *ex ante*. Au-delà du crédit et d'épargnes qui ne permettent pas de faire face aux accidents les plus importants, les pauvres ont donc besoin d'assurance. L'anti-sélection et l'aléa moral rencontrés pour le crédit font également obstacle à l'offre d'assurance, mais les institutions de micro-finance sont bien placées pour y faire

face : leur clientèle nombreuse permet de mutualiser le risque et le fait que leurs clients se tournent initialement vers elles pour des raisons autres que l'assurance réduit l'anti-sélection.

Ainsi, de plus en plus, les institutions de micro-finance proposent des assurances sur la santé, les récoltes ou contre les aléas climatiques, mais ces produits, dont on n'a pas encore évalué l'impact, n'ont pour l'instant aucun succès. Cela résulte peut-être d'une incompréhension du concept d'assurance ou de l'écart entre coûts immédiats et bénéfices rarement perçus, dans un avenir incertain. À l'heure actuelle, on considère en général que seul le marché doit offrir l'assurance dans les pays pauvres. Cependant, même si les organismes de micro-finance parviennent à élaborer des produits d'assurance valables, ceux-ci ne seront peut-être jamais viables financièrement ; en attendant, de même que dans le cas des soins préventifs, la faible demande justifie l'intervention publique.

Les évaluations d'impact de produits proposés par les institutions de micro-finance nous conduisent à nuancer l'enthousiasme qui a accompagné le développement du microcrédit, parfois vu comme une révolution dans la manière d'aider les pauvres : en leur proposant des crédits et de l'assurance, il deviendrait possible de les aider à s'aider eux-mêmes sans dépenser d'argent. Cette innovation financière donne accès au crédit à des ménages qui souhaitent créer une activité et aide les autres à épargner et à amortir les chocs négatifs. Cependant, tout le monde n'est pas un entrepreneur né et les pauvres affrontent d'autres obstacles à l'accumulation et à l'investissement, en particulier l'incohérence temporelle de leurs préférences. Il faut donc continuer à développer de nouveaux produits pour donner au plus grand nombre l'accès aux produits financiers, mais la micro-finance ne peut remplacer à elle seule les moyens traditionnels de lutte contre la pauvreté.

Gouvernance et corruption

Lundi 2 février 2009

Le discours sur les institutions est très souvent dominé par de grands débats sur la démocratie ; au mot de corruption, les comptes suisses des dictateurs africains viennent immédiatement à l'esprit. En réalité, la corruption qui touche les pauvres est beaucoup plus large et les méthodes pour une bonne gouvernance se lisent dans une analyse détaillée du mode de prise de décisions collectives.

Demander un pot de vin, ne pas venir en classe pour enseigner, refuser d'enregistrer une plainte sont autant d'exemples de corruption, où un fonctionnaire (ou un élu) enfreint le règlement pour obtenir un avantage personnel ; les pauvres en sont les principales victimes. Pour mesurer la corruption, la méthode traditionnelle consiste à interroger des informateurs clé. Des études récentes ont utilisé des méthodes alternatives : visites surprise destinées à mesurer l'absentéisme ou calcul de la quantité de matériaux de construction budgétés mais non utilisés, par exemple.

Le gouvernement intervient souvent lorsque les biens ou les services ne sont pas répartis de façon optimale par le marché, parce que les intérêts privés ne sont pas en phase avec l'intérêt général. En violant la loi, l'officiel corrompu modifie la façon dont les biens sont alloués : il s'attribue une part plus importante du gâteau, mais réduit aussi sa taille. À Delhi, par exemple, de nombreux candidats au permis de conduire engagent un agent et obtiennent leur permis sans même passer l'examen. Il n'y aurait pas de corruption dans un système où il suffirait de payer pour obtenir le permis : la corruption naît de la différence entre objectif social et volonté privée de payer, qui est exploitée par le fonctionnaire.

L'audit de projets réalisé par les fonctionnaires ou leur supervision par les usagers se sont révélés efficaces pour lutter contre la corruption. Les résultats de ces audits ou opérations de contrôle peuvent ensuite être communiqués aux autorités centrales et locales comme aux citoyens. Au Brésil par exemple, les résultats d'audits de comptes de municipalités choisies au hasard ont ensuite été diffusés dans les médias et sur la toile, et les électeurs ont sanctionné par leur vote les maires corrompus.

Cet exemple illustre l'importance que peuvent jouer les élections locales pour contrôler les politiques mises en place. Ainsi, ces dernières années, les pays en développement ont eu tendance à favoriser la décentralisation. Celle-ci donne aux communautés locales la possibilité de mettre en place ce dont elles ont vraiment besoin ; elle instaure un contrôle direct des hommes politiques (afin de tenter de réduire l'écart entre leurs motivations et l'intérêt général) ; en les faisant travailler ensemble, elle aide les communautés à rester solidaires.

Le contrôle local a cependant également des inconvénients : il peut notamment être confisqué par l'élite, proche des fonctionnaires ou des élus audités. Ainsi, les réunions publiques, structure de gouvernance de base des administrations décentralisées dans la plupart des pays en développement, sont fréquentées par un très petit nombre. Les citoyens pauvres et vulnérables en sont souvent absents et même lorsqu'ils y participent, ils prennent peu la parole et sont peu entendus : des comptes-rendus de réunions publiques en Inde montrent par exemple que dans la plupart des réunions de village, les femmes parlent très peu et que leurs interventions sont plus souvent mal reçues que celles des hommes. En Indonésie, la distribution d'invitations individuelles aux réunions publiques a permis d'augmenter leur fréquentation, sans effet sur la corruption cependant, que seule la distribution de formulaires de commentaires anonymes a permis de réduire. Cet exemple montre l'importance des processus spécifiques de décision et de la façon dont ils sont mis en œuvre.

Le contrôle local peut aussi entraîner la tyrannie de la majorité : il est parfois plus difficile pour les minorités de s'organiser au niveau local qu'au niveau national. Des systèmes de quotas peuvent être mis en place pour leur permettre une meilleure représentation et, ainsi, leur donner les moyens de faire valoir leurs droits. En Inde par exemple, un système de quotas a rendu obligatoire la représentation des femmes

et des minorités au niveau local. Dans les villages, choisis au hasard, où le poste d'élu était réservé à un individu des castes répertoriées, la proportion des investissements réalisés dans les hameaux de castes répertoriées a augmenté de façon significative. Dans les villages où ce poste était réservé à une femme, la participation effective des femmes aux réunions publiques a augmenté et les équipements publics construits ont mieux correspondu aux besoins des femmes (révélés par les sujets qu'elles abordent dans les réunions et les plaintes qu'elles déposent auprès de l'élu). On ne peut néanmoins conclure a priori à l'amélioration du bien-être social en raison de la redistribution réalisée au profit des femmes : cela dépend de l'importance relative des types de biens publics qu'elles ont privilégiés.

Dans le cas des femmes, la mise en place d'un système de quotas est habituellement justifiée par des arguments d'équité – en l'absence de quotas, les femmes ne sont pas élues, alors qu'elles représentent mieux les besoins des autres femmes – et d'efficacité – les quotas peuvent accroître le nombre de candidats qualifiés, donc la qualité de la gouvernance et faire évoluer les préférences politiques à l'égard des femmes.

Après avoir fait l'expérience d'une femme dirigeante, les préférences profondes des électeurs, mesurées par un test d'association implicite, n'ont pas changé : les femmes restent victimes d'une discrimination de préférence, du refus social d'avoir une femme dirigeante. Cependant, des questions posées après l'audition d'un même discours politique prononcé par un homme ou par une femme révèlent que la discrimination statistique contre les femmes diminue, ce qui augmente leur chance d'être élues : l'opinion selon laquelle les femmes sont en moyenne des dirigeants moins compétents était due en partie au fait que les citoyens voyaient très rarement des femmes occuper de telles positions et qu'elle a changé lorsqu'ils en ont fait l'expérience.

C'est peut-être parce que l'identité du leader politique pèse sur les décisions de vote que beaucoup de démocraties dans les pays en développement souffrent d'un « vote ethnique » : on vote pour un candidat de sa propre ethnie, même s'il est bien plus corrompu que ses opposants. Ce phénomène touche d'autant plus les pauvres et les groupes minoritaires, qui ont moins de chance d'être représentés dans les courants politiques principaux. Ainsi, une expérimentation aléatoire réalisée au Bénin montre que les messages clientélistes attirent plus de voix que les messages de politique d'intérêt public, ceux-ci n'étant pas perçus comme crédibles. De telles attitudes politiques ne sont cependant pas immuables et les efforts de divers groupes essayant de convaincre les citoyens de ne pas voter uniquement en fonction de critères ethniques et de sanctionner la corruption et la violence ont été couronnés de succès dans plusieurs pays.

Ainsi, même les institutions démocratiques n'assurent pas mécaniquement une bonne gouvernance au niveau local, condition nécessaire de la réussite des interventions passées en revue pendant ces quatre séances, et les efforts des États

pour améliorer la répartition assurée par le marché sont par nature sujets à corruption. En matière de corruption et de gouvernance, il n'y a certes pas de solution miracle, mais il y a pourtant de l'espoir : la corruption peut être limitée par des politiques incitatives et par la sanction électorale ; les institutions peuvent être conçues pour mieux résister à la mainmise des élites et à la tyrannie de la majorité ; enfin, les préférences politiques sont sensibles à l'expérience et à l'information.

Séminaire : Évaluation des politiques de développement. Regards croisés : scientifiques et acteurs de terrain

Lundi 8 et mardi 9 juin 2009

Ce séminaire, qui s'est tenu sous la forme d'un colloque, a rassemblé des chercheurs économistes et des responsables de programme de développement en provenance de plusieurs pays. Il s'agissait de rapprocher le point de vue d'un scientifique et celui d'une personne de terrain, afin d'exposer aussi bien les résultats techniques de différentes évaluations aléatoires que leurs applications pratiques.

Les expérimentations abordées, dont la plupart ont été conduites par les chercheurs de J-PAL, concernent la micro-finance, la gouvernance, les transferts sociaux conditionnels, l'emploi ainsi que la santé et l'éducation.

Abhijit Banerjee (professeur d'économie, MIT, États-Unis) et Fouad Abdelmoumni, (directeur général, Al Amana, Maroc) sont intervenus sur l'impact de la micro-finance. De nombreux espoirs ont été placés dans la capacité de la micro-finance à changer la vie des pauvres, entraînant des investissements importants dans ce domaine dans le monde entier. Plusieurs évaluations aléatoires sont en cours dans différents pays, afin de mesurer l'impact de la micro-finance et de mesurer ses effets à court terme sur la santé, le niveau d'éducation, le pouvoir de décision des femmes.

Dean Karlan (professeur d'économie, Yale, États-Unis) et Carlos Danel (cofondateur et codirecteur, Compartamos, Mexique) ont développé la question de la sensibilité des entrepreneurs aux taux d'intérêts. Les politiques publiques invitent souvent les institutions de micro-finance à augmenter leur taux de crédit afin de diminuer leur dépendance aux subventions. Cette stratégie fait sens si les emprunteurs ne sont pas sensibles au taux d'intérêt : les micro-prêteurs augmenteraient ainsi leur rentabilité sans pour autant restreindre l'accès des pauvres au crédit, cette hypothèse d'une demande inélastique des prix fait l'objet de plusieurs évaluations aléatoires.

Jakob Svensson (professeur d'économie, université de Stockholm, Suède) et Mary C.K. Bitekerezo (spécialiste du développement senior, Banque mondiale, Ouganda) ont rendu compte d'une expérimentation de suivi communautaire de centres de santé en Ouganda. Une association locale a encouragé des communautés à s'impliquer davantage au niveau des services de santé et à développer leurs

capacités à demander des comptes aux services locaux. Un an après cette intervention, les effets de ces interventions sont évalués : les communautés suivies sont-elles plus impliquées? Le personnel de santé a-t-il une attitude différente? La santé s'est-elle améliorée?

Rohini Pande (professeur d'économie, Harvard, États-Unis) et Anjali Bhardwaj (membre fondateur et directrice, Satark Nagrik Sangathan, Inde) se sont penchées sur les effets des campagnes d'incitation au vote. Plusieurs projets visent actuellement à mobiliser les électeurs des jeunes démocraties des pays en développement. C'est dans ce contexte qu'il est indispensable d'évaluer si, dans les communautés rurales pauvres, le vote identitaire (ethnique, caste, sexe) a plus de poids que le vote basé sur des questions politiques et la compétence, si les campagnes de mobilisation ou de formation des électeurs conduisent à des gouvernements plus responsables. Une expérimentation aléatoire nous a permis d'avoir des éléments de réponse.

Esther Duflo (professeur d'économie, MIT, États-Unis) et Nina Singh (inspecteur général de police, Rajasthan, Inde) ont évoqué une expérimentation visant à améliorer l'efficacité de la police au Rajasthan. Une bonne gouvernance est une condition préalable importante du développement. Confiance et compréhension sont indispensables pour permettre à la police de fonctionner de manière efficace. Au Rajasthan, une évaluation aléatoire a mesuré l'impact de formations professionnelles dispensées au sein de la police et de changements dans la gestion du personnel. Certaines de ces actions ont permis aux usagers d'être mieux traités et aux policiers d'être plus performants.

Orazio Attanasio (professeur d'économie, University College London, Grande Bretagne) et Bertha Briceño (directrice de la direction des évaluations des politiques publiques, service national de la planification, Colombie) ont évalué et mis en œuvre un programme de transferts monétaires conditionnels en Colombie : *Familias en Accion*. Ils nous ont expliqué comment ils avaient négocié la méthodologie d'évaluation avec la médiation de la Banque mondiale et de l'IADB, qui finançaient le programme et son évaluation par un emprunt du gouvernement colombien. Ils ont décrits les effets du programme notamment sur la consommation, la scolarisation, la santé, ainsi que la façon dont les résultats ont été interprétés et ont influé sur la généralisation du programme par le gouvernement.

Bruno Crépon (directeur des services de recherches, CREST-INSEE, France) et Annie Gauvin, (directrice de la recherche, Pôle Emploi, France) ont exposé les différents effets de programmes d'accompagnement public ou privé des chômeurs de longue durée. En effet, le chômage chronique et de longue durée est un problème important en France. Une évaluation aléatoire a permis de mesurer l'impact de deux programmes: le premier, Cap vers l'entreprise (CVE) était organisé directement par le Pôle Emploi, et le second, Opérateurs privés de placement (OPP), mis en œuvre par des entreprises privées mandatées par l'Unedic. Les premières constatations révèlent que les programmes mis en œuvre par le Pôle Emploi ont eu un impact plus important.

Rachel Glennerster (directrice générale, J-PAL, MIT, États-Unis) et Rukmini Banerji (directrice des programmes et membre du comité national de direction, Pratham, Inde) ont analysé les effets de programme « Tous les enfants à l'école et travaillant bien » mis en œuvre en Inde par Pratham, grâce à une évaluation randomisée. La participation des bénéficiaires au contrôle des services publics est de plus en plus perçue par les institutions internationales comme une des solutions permettant d'améliorer leur qualité. En Inde, trois interventions encourageant ce type de participation ont été menées : l'une consistait à donner des informations sur des institutions existantes, une autre, à former une communauté à l'utilisation d'un outil de contrôle des connaissances des enfants et la dernière, à former des bénévoles à des cours de soutien à la lecture.

Pascaline Dupas, (professeur d'économie, UCLA, États-Unis) et Liza Kimbo, (directrice, CFW Shops, Kenya) ont démontré qu'il existe des stratégies pour améliorer la diffusion des moustiquaires imprégnées en Afrique sub-saharienne. Dormir sous une moustiquaire imprégnée d'insecticide est un moyen efficace de prévention du paludisme. Il résulte de deux expérimentations randomisées réalisées sur ces questions au Kenya que, pour combattre le paludisme, il est plus efficace de distribuer gratuitement les moustiquaires que de les vendre. Et que le fait de les avoir données gratuitement n'empêche pas les gens de les acheter ultérieurement.

Arianna Legovini (directrice de l'initiative « Évaluations d'impact en matière de développement », Banque mondiale, États-Unis), Abhijit Banerjee et Esther Duflo ont conclu ces deux jours, en détaillant comment les évaluations influent la recherche et les politiques publiques.

Publications scientifiques

« Additional Resources versus Organizational Changes in Education: Experimental Evidence from Kenya », avec Pascaline Dupas et Michael Kremer, Working paper, mai 2009, http://econ-www.mit.edu/files/4286.

« Marry for what? Caste and Selection in Modern India », avec Abhijit Banerjee, Maitreesh Ghatak et Jeanne Lafortune, *NBER Working paper* n° 14958, mai 2009, http://econ-www.mit.edu/files/4281.

« The miracle of micro-finance? Evidence from a Randomized Evaluation », avec Abhijit Banerjee, Rachel Glennester and Cynthia Kinnan, mai 2009, http://econ-www.mit.edu/files/4161.

« Nudging Farmers to Utilize Fertilizer: Theory and Experimental Evidence from Kenya », avec Michael Kremer, Jonathan Robinson, *NBER Working Paper* nº 15131, juillet 2009, http://econ-www.mit.edu/files/4281.

« The Experimental Approach to Development », avec Abhijit Banerjee, NBER Working Paper n°14311, septembre 2008, CEPR Working paper n° DP6781, *American Economic Journal: Economic Policy*, http://econ-www.mit.edu/files/3117.

« Powerful Women: Does Exposure Reduce Bias? », avec Lori Beaman, Raghabendra Chattopadhyay, Rohini Pande et Petia Topalova, *NBER Working Paper* n° 14198, juillet 2008, *CEPR Working Paper* n° 6922, *Quarterly Journal of Economics*, http://econ-www.mit.edu/files/3122.

« What is Middle Class about the Middle Classes around the World? », avec Abhijit Banerjee, *CEPR Working Paper* n° 6613, *BREAD Working paper* n° 163, *Journal of Economic Perspectives* 22(2), pp. 3-28, printemps 2008, http://econ-www.mit.edu/files/3107.

« Long Run Impacts of Income Shocks: Wine and Phylloxera in the 19th Century France », avec Abhijit Banerjee, Gilles Postel-Vinay et Tim Watts, *Review of Economics Statistics*, 2008, http://econ-www.mit.edu/files/807.

« How High are Rates of Return to Fertilizer? Evidence from Field Experiments in Kenya », avec Michael Kremer et Jonathan Robinson, *American Economics Review,* Vol. 98 (2): 482-88, mai 2008, http://econ-www.mit.edu/files/3751.

« Peer Effects and the Impacts of Tracking: Evidence from a Randomized Evaluation in Kenya », avec Pascaline Dupas et Michael Kremer, *CEPR Working Paper* n° 7043, *NBER Working Paper* n° 14475, *American Economic Review*, http://ipl.econ.duke.edu/bread/papers/0809conf/Dupas.pdf.

« Aging and Death Under a Dollar a Day », *in* D.A. Wise (ed.), *Research Findings in the Economics of Aging*, avec Abhijit Banerjee, Chicago: University of Chicago Press, (également *NBER Working Paper* n° 13683), http://econ-www.mit.edu/files/1519.

Conférences

Banque mondiale, Indonésie, juillet 2008 : *cours.*

Brown Population Studies Colloquium, Brown University, Providence, Rhode Island, États-Unis, 18 septembre 2008 : *conférence.*

BREAD (Bureau for Research and Economic Analysis of Development), Londres, Royaume-Uni, 26 septembre 2008 : *conférence.*

CEPR (Center for Economic and Policy Research), Londres, Royaume-Uni, 3 octobre 2008 : *conférence.*

IPA (Innovations for Poverty Action), New Haven, États-Unis, 17 et 18 octobre 2008: *séminaire.*

Northern Universities Development Consortium Conference, Boston University, États-Unis, 8 et 9 novembre 2008 : *conférence.*

AUF (Agence universitaire de la francophonie), Paris, France, 13 janvier 2009 : *visio conférence.*

Universitat de Barcelona, Espagne, 14 janvier 2009, *cours et séminaire.*

ANVIE (Association nationale de valorisation interdisciplinaire des sciences humaines et sociales auprès des entreprises), Paris, France, 27 janvier 2009 : *conférence.*

DREES (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistique), Paris, France, 27 janvier 2009 : *conférence.*

AFD (Agence française du développement), Paris, France, 30 janvier 2009 : *conférence.*

New York University, New-York, États-Unis, 6 février 2009, *conférence.*

Berkeley University, Californie, États-Unis, 4 mars 2009 : *séminaire.*

Missouri University, Columbia, États-Unis, le 12 mars 2009 : *séminaire.*

Brandeis University, Walhtam, États-Unis, 19 mars 2009, *séminaire.*

Pittsburgh University, Pittsburgh, États-Unis, 20 mars 2009, *conférence.*

New-York University, New-York, États-Unis, le 14 avril 2009, *séminaire.*

Royal Economic Society, Londres, Royaume Uni, 20 avril 2009, *conférence.*

The New Yorker Magazine Summit, New York, États-Unis, 5 mai 2009, *conférence.*

GAVI Alliance, Goldman Sachs, New-York, États-Unis, 5 mai 2009, *conférence.*

Arizona University, Tucson, États-Unis, 7 mai 2009, *séminaire.*

Universita' Commerciale Bocconi, Milan, Italie, 10 juin 2009, *séminaire.*

CEMFI (Centro de Estudios Monetarios y Financerios), Barcelone, Espagne, 18 juin 2009, *séminaire.*

Université de Strasbourg, France, 22 juin 2009, *conférence.*

Institut VEOLIA, Paris, France, 24 juin 2009, *séminaire.*

Activités

Esther Duflo est l'une des fondatrices du Jameel Poverty Action Lab (J-PAL), crée en 2003 au sein du MIT (Massachusetts Institute of Technology). J-PAL est un réseau de chercheurs qui compte désormais trois antennes régionales : J-PAL Europe rattaché à PSE (École d'économie de Paris), J-PAL Asie du Sud, à Chennai, en Inde rattaché à l' IFMR (Institute for Financial Management and Research) et J-PAL Amérique Latine, à Santiago du Chili, rattaché à l'Université catholique Pontifica.

Les recherches du laboratoire reposent sur le postulat que l'efficacité des programmes sociaux serait nettement améliorée si les décisions politiques étaient fondées sur des preuves scientifiques rigoureuses.

J-PAL a trois objectifs principaux : évaluer des programmes de développement, au moyen d'évaluations aléatoires, développer les compétences grâce à des séminaires de formation, organisées régulièrement dans différents pays du monde.

J-PAL s'applique également à diffuser les résultats obtenus auprès des décideurs publics et privés, grâce à ses nombreuses publications et à sa participation intensive à des séminaires et conférences. Des résultats extrêmement positifs ont ainsi pu être mis à profit dans plusieurs pays.

Depuis sa création, J-PAL a mis en œuvre plus d'une centaine d'évaluations aléatoires, dont une quarantaine sont encore en cours. Tous les résultats de ces études sont accessibles sur le site internet www.povertyactionlab.org.

Esther Duflo dirige ce laboratoire qui réunit une trentaine de chercheurs de différents pays, avec Abhijit Banerjee.

Autres activités d'Esther Duflo :

– Directrice, Development Program at the Center for Economic Policy Research (CEPR).

– Chercheur associé au National Bureau of Economic Research (NBER).

– Membre du Conseil d'administration, Bureau for Research and Economic Analysis of Development (BREAD).

– Co-éditrice, *The American Economic Journal: Applied Economics.*

– Co-éditrice, *Review of Economics and Statistics.*